



Audit Xpertise
1 Avenue des Langories
Plateau de Lautagne
26000 Valence

ASSOCIATION DIOCESAINE DE VIVIERS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ASSOCIATION DIOCESAINE DE VIVIERS
BP1 – 07220 VIVIERS

Exercice clos le 31 décembre 2024

ASSOCIATION DIOCESAINE DE VIVIERS

BP 1 – 07220 VIVIERS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'Association Diocésaine de Viviers,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Diocésaine de Viviers relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Valence, le 2 juillet 2025

Audit Xpertise



Fabien Damiron
Associé

BILAN ACTIF

EXERCICE : Du 01/01/2024 Au 31/12/2024

Période N-1 du 01/01/2023 Au
31/12/2023

	BRUT	Prov./Amort	NET	NET N-1
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>				
<u>Immobilisation Incorporelles</u>				
<u>Immobilisations corporelles</u>				
Terrains	436 843,36		436 843,36	437 052,43
Constructions	23 818 269,69	12 122 689,42	11 695 580,27	10 013 432,10
Installations Techniques, mat. outillages Industriels	799 228,92	682 761,78	116 467,14	116 487,86
Immobilisations corporelles en cours	173 840,00		173 840,00	1 344 501,98
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	513 784,11		513 784,11	623 894,22
<u>Immobilisations Financières</u>				
Autres titres immobilisés	1 548 122,35		1 548 122,35	1 296 353,35
Prêts	1 068 783,80	788 191,80	280 592,00	299 546,00
Autres	698 096,37		698 096,37	691 979,84
TOTAL (I)	29 056 968,60	13 593 643,00	15 463 325,60	14 823 247,78
<u>ACTIF CIRCULANT</u>				
<u>Créances</u>				
Créances reçues par legs ou donations	191 741,75		191 741,75	429 936,02
Autres	99 947,96		99 947,96	139 786,76
Valeurs mobilières de placement	17 390 107,25	227 102,86	17 163 004,39	18 000 083,45
Disponibilités	3 618 086,06		3 618 086,06	3 176 385,19
Charges Constatées d'avance	37 925,26		37 925,26	55 694,04
TOTAL (II)	21 337 808,28	227 102,86	21 110 705,42	21 801 885,46
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	50 394 776,88	13 820 745,86	36 574 031,02	36 625 133,24

BILAN PASSIF

EXERCICE : Du 01/01/2024 Au 31/12/2024

Période N-1 du 01/01/2023 Au
31/12/2023

	MONTANT	N-1
<u>FONDS PROPRES</u>		
<u>Fonds propres sans droit de reprise</u>		
Fonds complémentaires	10 552 079,59	10 487 800,55
<u>Fonds propres avec droit de reprise</u>		
Réserves pour projet de l'entité	18 884 386,83	18 372 671,97
Excédent ou déficit de l'exercice	265 109,75	519 892,90
Subventions d'investissement	79 623,24	95 998,80
TOTAL (I)	29 781 199,41	29 476 364,22
<u>FONDS REPORTEES ET DEDIES</u>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	716 328,13	1 063 830,24
TOTAL (II)	716 328,13	1 063 830,24
<u>PROVISIONS</u>		
Provisions pour charges	2 973 505,26	3 036 785,30
TOTAL (III)	2 973 505,26	3 036 785,30
<u>DETTES</u>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 337 196,35	2 188 769,98
Emprunts et dettes financières diverses	2 750,39	3 425,39
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	121 049,29	136 694,38
Dettes fiscales et sociales	253 103,81	224 968,97
Autres dettes	388 898,38	494 294,76
TOTAL (IV)	3 102 998,22	3 048 153,48
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	36 574 031,02	36 625 133,24

COMPTE DE RESULTAT - CHARGES ET PRODUITS

EXERCICE : Du 01/01/2024 Au 31/12/2024

Période N-1 du 01/01/2023 Au
31/12/2023

	MONTANT	% P.R.	N-1	% P.R.	VARIATION	%
<u>PRODUITS D'EXPLOITATION</u>						
Cotisations			7,00		-7,00	-100
<u>Ventes de biens et services</u>						
Ventes de biens	285 359,97		263 660,37		21 699,60	8
Ventes de prestations de service	27 101,70		20 533,00		6 568,70	32
<u>Produits de tiers financeurs</u>						
Concours publics et subventions d'exploitation	14 289,34		69 348,19		-55 058,85	-79
<u>Ressources liées à la générosité du public</u>						
Dons manuels	1 760 523,77		1 821 085,18		-60 561,41	-3
Quêtes et Casuels	1 592 309,82		1 521 125,48		71 184,34	5
Legs, donations et assurances-vie	500 498,37		731 536,53		-231 038,16	-32
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	312 261,23		711 568,13		-399 306,90	-56
Autres produits	308 704,77		359 988,95		-51 284,18	-14
Total I	4 801 048,97		5 498 852,83		-697 803,86	-13
<u>CHARGES D'EXPLOITATION</u>						
Achats de marchandises	182 682,70		139 387,77		43 294,93	31
Autres achats et charges externes	2 244 603,84		2 308 501,10		-63 897,26	-3
Aides financières	68 317,64		73 862,63		-5 544,99	-8
Impôts, taxes et versements assimilés	186 964,13		185 506,92		1 457,21	1
Salaires et traitements	1 404 792,20		1 510 483,65		-105 691,45	-7
Charges sociales	777 930,87		766 275,55		11 655,32	2
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 117 863,61		924 752,71		193 110,90	21
Autres charges	234 022,46		255 318,09		-21 295,63	-8
Total II	6 217 177,45		6 164 088,42		53 089,03	1
I. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	-1 416 128,48		-665 235,59		-750 892,89	113
<u>PRODUITS FINANCIERS</u>						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	60 384,58		56 667,27		3 717,31	7
Autres intérêts et produits assimilés	118 423,60		103 473,65		14 949,95	14
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	352 061,58		699 539,08		-347 477,50	-50

COMPTE DE RESULTAT - CHARGES ET PRODUITS

EXERCICE : Du 01/01/2024 Au 31/12/2024

Période N-1 du 01/01/2023 Au
31/12/2023

	MONTANT	% P.R.	N-1	% P.R.	VARIATION	%
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	369 576,91		3 113,35		366 463,56	11771
Total III	900 446,67		862 793,35		37 653,32	4
CHARGES FINANCIERES						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	227 102,86		352 061,58		-124 958,72	-35
Intérêts et charges assimilées	46 868,83		23 239,20		23 629,63	102
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	24 767,30		36 593,37		-11 826,07	-32
Total IV	298 738,99		411 894,15		-113 155,16	-27
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	601 707,68		450 899,20		150 808,48	33
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-814 420,80		-214 336,39		-600 084,41	280
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Sur opérations de gestion	435 991,88		928 489,12		-492 497,24	-53
Sur opérations en capital	997 295,56		552 141,02		445 154,54	81
Total V	1 433 287,44		1 480 630,14		-47 342,70	-3
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Sur opérations de gestion	38 901,00		571 298,44		-532 397,44	-93
Sur opérations en capital	245 491,89		117 643,41		127 848,48	109
Total VI	284 392,89		688 941,85		-404 548,96	-59
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	1 148 894,55		791 688,29		357 206,26	45
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	69 364,00		57 459,00		11 905,00	21
Total des produits (I + III + V)	7 134 783,08		7 842 276,32		-707 493,24	-9
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	6 869 673,33		7 322 383,42		-452 710,09	-6
EXCEDENT OU DEFICIT	265 109,75		519 892,90		-254 783,15	-49
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mises à disposition gratuite de biens						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						

Association Diocésaine de Viviers

Etats financiers au 31/12/2024

ANNEXE

Certifié Commissaire aux Comptes



Identification de l'association

Objet social et désignation de l'association : ASSOCIATION DIOCESAINE DE VIVIERS

L'association diocésaine de Viviers a pour but de subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique sous l'autorité de l'Evêque et en particulier acquérir, louer et administrer les édifices et immeubles à sa disposition, verser les traitements d'activité et de retraite des ecclésiastiques ainsi que les honoraires des prédicateurs et les salaires des employés de l'Eglise.

L'association propose en particulier les objets suivants :

- L'acquisition ou la location et l'administration des édifices qu'elle jugera opportun d'avoir à sa disposition en vue de l'exercice public du culte catholique dans le diocèse.
- L'acquisition ou la location et l'administration des immeubles destinés au logement de l'évêque, des bureaux de l'évêché, des curés ou des vicaires ainsi que des prêtres âgés ou infirmes.
- Pourvoir au traitement d'activité compétente ainsi qu'aux honoraires dus aux prédicateurs et aux salaires des employés de l'Eglise.
- L'acquisition ou la location et l'administration temporelle du Grand Séminaire, des petits Séminaires et de leurs annexes.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

Le "périmètre" des comptes présentés regroupe ainsi :

- Les comptes de la curie et de ses services
- Les comptes des 22 paroisses

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

Activités pastorales d'animation, de formation, d'assistance et de visites aux personnes fragiles, dans les locaux de l'association diocésaine, ainsi qu'au sein des établissements scolaires, de centres hospitaliers ou en structures d'accueil de personnes en situation de handicap, dans l'ensemble du département de l'Ardèche.

Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites dans le paragraphe précédent sont les suivants :

- Acquisitions d'immobilisations corporelles pour un montant de 1 682 K€ brut, acquisition d'une maison au Teil ainsi qu'un espace de stockage pour 363 K€, fin de la rénovation de l'église Sainte Thérèse pour 662 K€ en 2024 (coût global du projet : 1 967 K€) et travaux en cours à la clôture pour un montant de 146 K€.

Faits majeurs de l'exercice

Faits significatifs

- Arrivée du nouvel évêque : Mgr Hervé Giraud.
- Mise en place d'une comptabilité analytique par paroisse.
- Contrôle URSSAF opéré sur l'exercice : indemnités de 4 K€.
- Versements au fonds SELAM en Octobre 2024 suite à l'appel provisionné sur l'exercice 2023 à hauteur de 140 K€.

Changements de méthode comptable

Néant en 2024

Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Nouvel appel de versement concernant le fonds SELAM pour 104 K€ avant Septembre 2025 et un autre appel de versement pour 104 K€ avant Mars 2026.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence. Ils ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n°2018-06 et à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Le bilan de l'exercice présente un total de **36 574 031** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total des **produits** de **7 134 783** euros et un total des **charges** de **6 869 673** euros, dégageant ainsi un **résultat bénéficiaire** de **265 110** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**. Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation.
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont détaillées ci-dessous.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Immobilisations	Durée d'amortissement
Constructions	5 à 25 ans
Aménagements	5 à 25 ans
Matériel de transport	1 à 5 ans
Mobilier et matériel de bureau	3 à 10 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les biens immobiliers dont l'association est propriétaire mais dont l'acte ne peut être retrouvé compte tenu de son ancienneté élevée font l'objet d'une inscription en comptabilité pour la valeur symbolique d'un euro.

Immobilisations en cours

Solde au 31/12/2024 : **173 840 €**

Les travaux en cours concernant l'exercice sont principalement en lien avec :

- Activation des travaux de la rénovation de l'église Sainte Thérèse à Guilhaud-Granges : 1 939 K€
- Les travaux concernant la chapelle des Sœurs : 80 K€

Immobilisations financières, valeurs mobilières de placement et disponibilités

Les immobilisations financières, valeurs mobilières sont inscrites au bilan pour leur prix d'achat. Lorsque la valeur d'inventaire à la clôture (cours du jour ou valeur d'utilité) est inférieure au prix d'achat une provision pour dépréciation est comptabilisée.

Au titre de l'exercice 2024, la dépréciation des placements comptabilisée est de **227 103 €**.

Pour information, les plus-values latentes (valeur d'inventaire à la clôture supérieure au prix d'achat) ne sont pas comptabilisées. Elles représentent au 31/12/2024 : **2 617 K€**.

Les comptes courants bancaires des paroisses faisaient l'objet d'un contrat de gestion avec les banques qui plaçaient systématiquement les sommes disponibles en valeurs mobilières. Depuis 2015, ces systèmes ont été supprimés. Les comptes courants des paroisses se trouvent désormais en « Disponibilités ».

Fonds associatifs sans droit de reprise

Il s'agit de fonds attribués à l'association sans condition et donc sans droit de reprise. A noter que les fonds associatifs des paroisses ont été inscrits en réserve.

Comptabilisation des legs

La comptabilisation des legs est réalisée conformément au règlement ANC 2018-06, de la manière suivante :

Les produits nets issus des legs et donations sont présentés sur une seule ligne en résultat d'exploitation.

- Donations et legs conservés par l'association :

Dès l'acceptation par le conseil économique de l'association diocésaine et après l'autorisation préfectorale, les biens meubles ou immeubles provenant d'un legs ou d'une donation sont comptabilisés au bilan (comptes d'actifs par nature) par le crédit du compte de produit 754xxx « Legs et donations ».

Les dettes certaines relatives aux légataires et non encore honorées font l'objet d'une comptabilisation au débit du compte de charge 653 100 « Autres charges sur legs ou

donations » par le crédit du compte 466xxx « Dettes sur legs xxx ».

Les produits certains relatifs aux légataires et non encore encaissés font l'objet d'une comptabilisation au débit du compte 461xxx « Créances sur legs xxx » par le crédit du compte 754xxx « Legs et donations ».

Les dettes estimées (legs particulier ou charges diverses) dont est redevable l'association suite à l'acceptation du leg font l'objet d'une provision au bilan (crédit du 152xxx « Provisions pour charges sur legs ou donations) et une diminution du produit du legs en 754xxx.

A la clôture si les créances ne sont pas encaissées, il convient de comptabiliser un fonds reporté, pour le solde du compte 461xxx (afin de neutraliser l'impact sur le résultat de l'exercice) par :

Le débit du compte 689 100 « Report en fonds reportés sur legs »

Le crédit du compte 191 100 « Fonds reportés liés aux legs et donations »

Lors de l'encaissement, le compte de fonds reportés (191 100) est repris par un 789 100 « Reprise des fonds reportés sur legs ».

- Donations et legs conservés par l'association et destinés à être cédés :

Lors de l'entrée en jouissance du bien (dès l'acceptation par le conseil économique de l'association diocésaine et après l'autorisation préfectorale), il est comptabilisé au débit du compte d'actif 241xxx « Biens reçus par legs destinés à être cédés » par le crédit du compte de produit 754xxx « Legs et donations ».

Ces biens ne font pas l'objet de dotation pour amortissements mais éventuellement d'une provision pour dépréciation, si une perte de valeur est constatée.

La comptabilisation des dettes certaines ou estimées est identique aux biens destinés à être conservés.

A la clôture si le bien n'est pas cédé, il convient de comptabiliser un fonds reporté, pour le montant net de toutes les précédentes écritures par :

Le débit du compte 689 100 « Report en fonds reportés sur legs »

Le crédit du compte 191 100 « Fonds reportés liés aux legs et donations »

Sur l'exercice de réalisation, la cession d'actif est comptabilisée par

Le débit du compte 675 200 « VNC immobilisations reçues en leg », par le crédit du compte 241xxx « Biens reçus par legs destinés à être cédés »

Le débit du compte 512 000 « Banque » par le crédit du compte 775 400 « Produits de cessions immobilisations reçues en legs »

Le débit du compte 191 100 « Fonds reportés liés aux legs et donations » par le crédit du compte 789 100 « Reprise des fonds reportés sur legs »

Provision pour traitement des prêtres retirés

L'objet de l'association diocésaine est de subvenir au besoin du culte et donc à la subsistance des Prêtres, même s'ils n'ont plus de fonction.

A compter de l'exercice 2014, il a été décidé de comptabiliser le montant correspondant au coût estimé de la prise en charge par le diocèse du traitement des prêtres retirés.

Conformément à l'article 314-1 du plan comptable général cette provision a été imputée sur les fonds propres de l'association. Elle s'élève, au 31/12/2024, à **2 973 505 €**.

Méthodologie globale du calcul de la « provision » :

Il s'agit d'évaluer le coût de la prise en charge des prêtres de plus de 75 ans. Ce coût englobe la prise en charge du complément de retraite versée par la CAVIMAC ou d'autres caisses de retraites, et la prise en charge des frais des prêtres en maison de retraite, qu'elles soient diocésaines ou non diocésaines.

Ce coût global de la prise en charge des prêtres de plus de 75 ans est estimé à partir des charges des trois derniers exercices. Un coût par prêtre et par an est calculé en divisant ce coût par le nombre de prêtres retirés et le nombre d'années de survie au-delà de 75 ans estimé d'après les tables de mortalité.

Pour les prêtres en activité, le coût est réduit de l'affectation annuelle que l'association diocésaine fera en considérant que sur les 45 années d'activité, le diocèse affectera chaque année un montant suffisant pour faire face à sa retraite.

Par simplification, le montant ainsi obtenu n'est pas actualisé.

Valorisation du bénévolat :

À la suite de la recommandation de la CEF « les missions bénévoles réalisées en Eglises résultent du statut de baptisés qu'elles ne font que traduire en actes. En conséquence, le recensement et la valorisation de ces missions bénévoles dans les comptes des Associations Diocésaines ne seraient pas compatibles avec ce statut. Elle recommande donc de ne pas comptabiliser ces missions.

Cependant, la CEF recommande de donner une information dans l'annexe des comptes annuels sur le nombre de bénévoles œuvrant dans des missions de support régulières pour les curies des Associations Diocésaines.

Ainsi, le nombre de bénévoles œuvrant pour des missions d'assistance en comptabilité-finances, de suivi de travaux, de gestion technique de bâtiments représente une centaine de personnes environ.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p. à p	Cessions / Sorties	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						0
	Autres						0
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0	0	0	0	0
CORPORELLES	Terrains	437 051		1 315		1 524	436 842
	Constructions sur sol propre	7 228 514		417 949		495 247	7 151 216
	sur sol d'autrui	0					0
	Instal. agencet aménagement	14 270 735		2 397 570		1 251	16 667 053
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés (1)	623 894				110 110	513 784
	Instal technique, matériel outillage industriels	211 927					211 927
	Matériel de transport	133 319		5 502		4 101	134 720
	Matériel de bureau, mobilier	421 393		31 189			452 582
	Immobilisations corporelles en cours	1 344 503		960 741	2 131 403		173 841
	Avances et acomptes	0					0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		24 671 336	0	3 814 266	2 131 403	612 234	25 741 965
FINANCIERES	Autres titres immobilisés	1 296 353		251 769			1 548 122
	Prêts et autres immobilisations financières	1 587 968		204 367		25 454	1 766 881
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 884 321	0	456 136	0	25 454	3 315 003
TOTAL		27 555 657	0	4 270 402	2 131 403	637 688	29 056 968

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORP RELLES	Frais d'établissement et de développement	0			0
	Autres	0			0
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0	0	0
CORPORELLES	Terrains	0			0
	Constructions et agencements	11 485 818	889 403	252 530	12 122 691
	Instal technique, matériel outillage industriels	128 871	10 404		139 274
	Matériel de transport	111 210	11 861	4 100	118 970
	Matériel de bureau, mobilier	410 073	14 447		424 519
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 135 971	926 115	256 630	12 805 455

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				0
	Provisions pour investissement				0
	Provisions pour hausse des prix				0
	Provisions pour amortissements dérogatoires				0
	Provisions fiscales implant, étranger avant 1.1.92				0
	Provisions fiscales implant, étranger après 1.1.92				0
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				0
	Provisions autres				0
	PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0	0	0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				0
	Pour garanties données aux clients				0
	Pour pertes sur marchés à terme				0
	Pour amendes et pénalités				0
	Pour pertes de change				0
	Pour pensions et obligations similaires				0
	Pour prêtres âgés	3 036 786		63 280	2 973 506
	Pour renouvellement des immobilisations				0
	Provisions pour réparations				0
	Pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				0
	Pour risques				0
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3 036 786	0	63 280	2 973 506
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations	-			0
	Autres immobilisations financières	596 442	191 750		788 192
	Sur stocks et en-cours	-			0
	Sur comptes clients	-			0
	Sur valeurs mobilières de placement	352 062	227 103	352 062	227 103
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	948 504	418 853	352 062	1 015 295
TOTAL GENERAL		3 985 290	418 853	415 342	3 988 801
Dont dotations et reprises		- d'exploitation	191 750	63 280	
		- financières	227 103	352 062	
		- exceptionnelles			

Créances et dettes

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
CREANCES	Créances rattachées à des participations				
	Prêts (1) (2)	1 068 784	42 272	119 088	907 424
	Clients douteux ou litigieux				
	Autres créances clients				
	Personnel et comptes rattachés				
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Autres impôts, taxes versements assimilés				
	Groupe et associés (2)				
	Créances reçues par legs, donations	191 742	191 742		
	Autres créances	99 948	99 948		
	Charges constatées d'avances	37 925	37 925		
	TOTAL DES CREANCES	1 398 399	371 887	119 088	907 424
(1) Prêts accordés en cours d'exercice		198 250			
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice		25 454			
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)					

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine (1)	2 337 196	344 242	1 116 704	876 250
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	2 750	2 750		
	Fournisseurs et comptes rattachés	121 049	121 049		
	Personnel et comptes rattachés	60 755	60 755		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	105 693	105 693		
	Impôts sur les bénéfices				
	Prélèvement à la source	1 789	1 789		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	84 597	84 597		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	388 898	388 898		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	TOTAL DES DETTES	3 102 728	1 109 774	1 116 704	876 250
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		513 684			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		365 258			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Prêts

Montant figurant au bilan : **1 068 784 €**

- Avance de trésorerie accordée à l'association AMD07 au 31/12/2024 : **784 692 €**, dont 188 250 € versés au cours de l'exercice. Cette avance est totalement dépréciée au 31/12/2024.
- Prêt à ADVALENCE pour 300 000 €, un avenant a eu lieu sur l'exercice impliquant le début du remboursement : le capital restant dû au 31/12/2024 de ce prêt est de **259 092 €**.
- Prêt accordé à Samuel WOJCIEH sur 5 ans pour un montant total de **20 000 €** au 31/12/2023 : le capital restant dû au 31/12/2024 de ce prêt est de **15 000 €**.
- Prêt accordé à Michal MAKOWSKI sur 1 an pour un montant total de **10 000 €** au 31/12/2024.

Autres créances

- Participation des prêtres à recevoir sur financement des pensions en maisons de retraite : **24 663 €**.
- Créances reçues par legs ou donations : **191 742 €**.
- Produits à recevoir des paroisses et de l'évêché : **71 851 €**.

Les nantissements ne sont pas considérés comme des créances mais comme des engagements financiers : cf. page 12

Autres dettes

- Quêtes à reverser : **27 613 €**
- Neuvaines et messes à célébrer : **98 607 €**
- Dépôts des prêtres : **95 000 €**
- Fonds de dépôts : **54 622 €**
- Autres charges à payer : **112 001 €**

Produits à recevoir (avec détail)

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients				
Autres créances	71 851	80 306	-8 455	-10,53%
Disponibilités	17 959	23 123	-5 164	-22,33%
TOTAL	89 810	103 429	-13 619	-13,17%

Le poste Autres créances correspond aux paroisses pour 50 K€ et à l'évêché pour 22 K€.

Charges à payer (avec détail)

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 448	16 208	4 240	26,16%
Dettes fiscales et sociales	126 522	119 629	6 893	5,76%
Dettes fournisseurs d'immobilisations				
Autres dettes	112 001	234 413	-122 412	-52,22%
TOTAL	258 971	370 251	-111 279	-30,06%

Le poste Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit correspond aux intérêts courus sur emprunt.

Le poste Dettes fournisseurs et comptes rattachés correspond aux factures non parvenues.

Le poste Dettes fiscales et sociales correspond à la provision pour congés payés, aux charges sociales afférentes et aux charges fiscales.

Le poste Dettes fournisseurs d'immobilisations correspondait aux retenues de garanties.

Le poste Autres dettes correspond essentiellement aux diverses charges à payer dans les paroisses.

Personnel

	31/12/2024	31/12/2023
Effectif moyen d'employés permanents	39	36
Effectif moyen de prêtres	85	88
Effectif moyen religieuses	4	4
TOTAL	128	128

Engagements financiers

	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties		
Garantie par l'état dans le cadre des PGE (90%)		108 852
Nantissement de compte titres BNP	675 000	
Hypothèque de l'ensemble immobilier Notre-Dame de La Blachère	331 250	
Hypothèque de l'église et du terrain à Guilhaud-Granges	450 000	
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraites et assimilés		
Indemnités de départ à la retraite des salariés	54 287	
Autres engagements		
TOTAL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS	1 510 537	108 852

La garantie par l'état dans le cadre des PGE couvre les deux emprunts à la BNP et au Crédit Agricole à hauteur de 90%.

Le nantissement et les hypothèques garantissent un emprunt finançant l'acquisition et la rénovation du site de Notre-Dame de La Blachère et de Guilhaud-Granges.

Engagements hors bilan

Engagement pour indemnité de départ à la retraite (calcul établi pour l'effectif salariés permanents hors les prêtres)

Le montant de l'engagement en matière de départ à la retraite est évalué à **54 287 €**.
Cet engagement a été calculé en utilisant la méthode des unités de crédit projetées à partir des hypothèses suivantes :

- Age de départ à la retraite pour les cadres : 64 ans
- Age de départ à la retraite pour les non-cadres : 64 ans
- Taux de charges sociales pour les cadres : 40 %
- Taux de charges sociales pour les non-cadres : 30 %
- Turn-over : faible
- Taux d'actualisation : 3,35 %
- Table INSEE 2024
- Calcul par application des indemnités légales
- Ventilation des départs à la retraite : 100 % volontaire

Tableau de suivi des fonds propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	10 487 801	64 279			10 552 080
Fonds propres avec droit de reprise	-				
Ecart de réévaluation	-				
Réserves	18 372 671	455 614	56 101		18 884 388
Report à nouveau	-				
Excédent ou déficit de l'exercice	519 893	-519 893	265 110		265 110
Situation nette	29 380 365	0	321 211	0	29 701 578
Fonds propres consommables	-				
Subventions d'investissement	95 999			16 376	79 623
Provisions réglementées	-				
TOTAL	29 476 364	0	321 211	16 376	29 781 201

Tableau de suivi des legs et des fonds reportés

Les fonds reportés sont constitués par les legs qui ont fait l'objet d'une affectation spécifique et dont la totalité n'a pas été employée sur l'exercice.

Afin de reporter les ressources non utilisées sur les exercices suivants, un compte de passif est comptabilisé en « Fonds reportés liés aux legs et donations » en contrepartie d'une charge « Report en fonds reportés sur legs ».

De même, il a été constitué des fonds reportés pour les produits des legs et des donations dont la jouissance est acquise à la clôture et non encore encaissés.

Ressources	Situations	Montant total des fonds	Solde à l'ouverture de l'exercice	Report (augmentation)	Utilisation (diminution)	Diminution sans utilisation	Solde à la fin de l'exercice
Legs		1 063 830	1 063 830	4 506	267 061	84 946	716 328
Donations		0					
Donations temporaires d'usufruit		0					
TOTAL		1 063 830	1 063 830	4 506	267 061	84 946	716 328

Produits	Montants
----------	----------

Montant perçu au titre d'assurances-vie	150 941
Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" définie à l'article 213-9	71 812
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	121 520
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations ou destinés à être cédés	0
Utilisations des fonds reportés liés aux legs ou donations	267 061

Charges	Montants
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	106 330
Dotations aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations ou destinés à être cédés	0
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	4 506

SOLDE DE LA RUBRIQUE	500 498
-----------------------------	----------------

		31/12/2024	31/12/2023	Var° €
		-	-	-
Legs en cours à la clôture	241000000 legs, dons destinés à être cédés	513 784	623 894	- 110 110
	461000000 créances reçues par legs, donat	191 742	429 936	- 238 194
	191000000 FONDS REPORTES LIES AUX LEGS	- 716 328	- 1 063 830	347 502

Flux dans le compte de résultat	754800000 legs, donations, assurance vie	- 222 753	- 1 121 598	898 845
	789100000 UTILISATION DES FONDS REPORTES	- 267 061	-	- 267 061
	775400000 IMMOB RECUE LEGS POUR CESSION	- 121 520	-	- 121 520
				-
	689100000 REPORT EN FONDS REPORTES	4 506	390 061	- 385 555
	675400000 IMMOB. RECUES PAR LEGS OU DONAT	106 330	-	106 330
	671200000 SOLDE LEGS		-	-
	653100000 AUTRES CHARGES SUR LEGS OU DON	-	7 804	- 7 804
	Comptes produits et charges s/ Legs	- 500 498	- 723 733	223 234

Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger

Etat du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
----------------------	---

Néant sur l'exercice	
----------------------	--